



60 ANS APRÈS LE 17 OCTOBRE 1961... OUI, LA POLICE FRANÇAISE TUE TOUJOURS !

Lors d'une interview sur France Info mercredi 13 octobre, Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, a dénoncé les violences policières qui ont cours dans les quartiers populaires et les manifestations. Et rappelé que ces violences tuaient encore chaque année, soixante ans après le massacre de centaines d'Algériens par la police parisienne lors d'une manifestation contre la guerre coloniale menée par l'État français en Algérie et contre le couvre-feu imposé aux populations algériennes en métropole.

LE GRAVE BILAN DES VIOLENCES POLICIÈRES

Ces déclarations ont fait bondir les syndicats policiers et, à leur suite, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui menace de déposer plainte « pour défendre l'honneur des policiers ». Rien de très étonnant pour quelqu'un qui disait en juin 2020 « s'étouffer » quand il entendait parler de violences policières ! Le gouvernement fait corps avec l'institution policière et cherche à intimider tous ceux qui pointent du doigt ces violences.

Mais les faits sont têtus : selon un article du journal en ligne *Streetpress*, les violences policières auraient fait 53 morts entre 2007 et mi-2018. Et la liste s'est depuis encore allongée : Zineb Redouane à Marseille en novembre 2018 suite à un jet de grenade lacrymogène lors d'une manifestation de Gilets jaunes, Steeve à Nantes en juin 2019 après une charge policière lors de la fête de la musique, Cédric Chouviat, plaqué et étranglé lors d'un contrôle routier en janvier 2020... Et quand les « bavures » se répètent encore et encore et que les policiers incriminés ne sont jamais sanctionnés ou presque, les bavures n'en sont plus : c'est bien l'institution policière qui est en cause.

UNE POLITIQUE DE MAINTIEN DE L'ORDRE SOCIAL

Tous ces cas et bien d'autres ne sont « que » le versant le plus tragique de l'activité de « maintien de l'ordre » dans les quartiers pauvres. Car les coups, les contrôles au faciès répétés, les humiliations sexuelles, le racisme de la part de la

police font partie du quotidien des jeunes dans ces quartiers. Ces pratiques policières sont en réalité au cœur d'une politique d'intimidation et de répression systématique à l'encontre de la population de ces quartiers où sévissent chômage, pauvreté et discriminations sociales en tous genres, celles-ci souvent doublées de leur pendant raciste.



Et aux violences policières dans les quartiers populaires s'ajoutent celles occasionnées lors de la répression des manifestations. Depuis plusieurs années, on assiste en la matière à un retour à des méthodes de maintien de l'ordre de plus en plus autoritaires avec leur lot de victimes des violences policières ainsi encouragées. À l'instar du mouvement des Gilets jaunes et ses dizaines de manifestants éborgnés ou aux mains arrachées par des tirs de LBD ou de grenades de désencerclement.

Contre les manifestants et contre les classes populaires, la police défend un ordre social inégalitaire qui ne profite qu'à une minorité.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER

@NPA_JEUNES

